



## PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale de la protection  
des populations

Annecy, le 30 août 2013

Service Protection de l'Environnement

RÉF. : PE/MA/CM

Le préfet de la Haute-Savoie,

### **ARRETE n° 2013242-0003**

**portant modification de l'arrêté n°2009-1112 du 24 avril 2009 portant autorisation à la SAS Granulats Vicat de poursuivre et d'étendre l'exploitation de la carrière d'éboulis et de dépôts morainiques au lieu-dit «Bocher nord» sur le territoire de la commune de LES HOUCHES**

**VU** le code de l'environnement ; LIVRE V titre 1er et notamment ses articles R512-31, R512-33 et R515-1 ;

**VU** le code minier ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 - relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières - modifié par l'arrêté ministériel du 5 mai 2010 ;

**VU** le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**VU** le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-1112 du 24 avril 2009 autorisant la SAS GRANULATS VICAT à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière d'éboulis et de dépôts morainiques au lieu-dit «Bocher nord» sur le territoire de la commune de LES HOUCHES;

**VU** le dossier de demande de modification des conditions de remise en état du site de la carrière au lieu-dit «Bocher Nord» sur le territoire de la commune de LES HOUCHES, déposé par la SAS GRANULATS VICAT le 22 janvier 2013 et complété le 4 avril 2013

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées placé auprès de la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, en date du 21 juin 2013;

**VU** l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites dans sa formation spécialisée carrières du département de la Haute-Savoie en date du 29 juillet 2013;

**CONSIDERANT** que le changement que souhaite apporter la SAS GRANULATS VICATS aux conditions de remise en état de la carrière qu'elle exploite n'apporte pas de dangers et inconvénients jugés significatifs;

**CONSIDERANT** que le changement notable que souhaite apporter la SAS GRANULATS VICATS concerne la seule rubrique 2510 relative à l'exploitation de carrières et que cette rubrique ne relève ni de l'application des directives IPPC/IEP ou SEVESO, ni de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009

fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement.

**CONSIDERANT** dès lors qu'il convient de juger le projet de modification comme de nature non substantielle en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il apparaît nécessaire, afin de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de modifier les règles d'exploitation du site, notamment en matière de remise en état et d'admission de déchets inertes;

**CONSIDERANT** dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement ;

Le demandeur consulté ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRETE**

Article 1 : Le titre IV de l'arrêté préfectoral n°2009-1112 du 24 avril 2009 relatif à la remise en état est remplacé par les dispositions suivantes :

### «Article 8 -

#### **8.1 dispositions générales**

La remise en état est de type naturel et menée simultanément avec la période d'exploitation. Selon les secteurs définis dans l'étude d'impact et complétée par le dossier de demande de modification des conditions de remise en état d'avril 2013, elle conduit à recréer des zones boisées et des pelouses sèches. Les structures d'érosion glaciaire mises à jour sont conservées en l'état lorsqu'elles présentent un intérêt géologique. Sur les autres zones, l'effet de gradin est totalement effacé soit par remblaiement, soit par reconstitution artificielle de l'éboulis.

En particulier, la société est autorisée à admettre sur le site des matériaux extérieurs à la carrière pour une capacité maximale de 50 000 tonnes/an qui serviront à combler deux zones figurant en annexe du présent arrêté, suivant deux phases successives :

- zone n°1: 75 000 m<sup>3</sup>,

Cette zone est située à proximité de l'entrée du site, en partie sud-ouest du site.

- zone n°2: 125 000 m<sup>3</sup>

Cette zone est située à l'extrémité nord-ouest du site.

Le contrôle de la reprise de la végétation nécessaire au développement du papillon Apollon est confié à un bureau d'étude spécialisé qui effectuera une campagne de suivi après sept ans d'exploitation et au cours de la procédure d'abandon du site.

#### **8.2 mise en place des remblais**

Avant toute mise en place de remblais, les banquettes seront vérifiées et les fronts seront purgés afin de garantir la stabilité à long terme et la sécurité d'intervention.

La mise en œuvre des remblais sera réalisée, depuis le bas vers le haut, par passes successives de 50 cm d'épaisseur.

Chaque couche sera mise en place avec une pente minimale de 1 % inclinée vers l'aval afin de favoriser l'écoulement et le drainage des eaux de pluies et sera compactée.

Des drains seront positionnés en pied de front afin d'assurer la stabilité des remblais.

### 8.3 admission de matériaux inertes

#### 8.3.1 procédure d'admission des matériaux

##### 8.3.1.1 déchets admissibles et définitions:

Les seuls déchets admissibles sont les déchets inertes énumérés dans le tableau suivant, issus exclusivement, directement ou indirectement, des chantiers et des industries du bâtiment et des travaux publics et des carrières situés dans le département de la Haute-Savoie, hors fraction recyclable préalablement extraites :

17. Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Bétons	Uniquement les matériaux de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
	17 01 02	Briques	Uniquement les matériaux de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les matériaux de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
	17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les matériaux de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
	17 02 02	Verre	Uniquement les matériaux de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	<b>A l'exclusion:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• des terres et pierres provenant de sites contaminés</li><li>• de la tourbe</li><li>• de la terre végétale</li></ul> Toutefois, la réception de terre végétale est admise, non pour le remblaiement du site, mais pour la constitution de l'horizon supérieur lors des opérations de réaménagement.
20. déchets municipaux y compris les fractions collectées séparément	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Il est notamment interdit de recevoir sur le site des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ou des déchets inertes provenant du process d'installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception des matériaux provenant de l'exploitation de carrière ou de l'industrie du bâtiment. Les déchets provenant de site contaminé sont également interdits.

Dans la suite du présent document:

- les produits admis sont des déchets inertes issus des chantiers et des industries du bâtiment et des travaux publics. Après procédure d'acceptation et admission sur la carrière, ils deviennent des matériaux de remblayage,
- le producteur du déchet est la société de bâtiment et travaux publics chargée de leur élimination directe, ou toute société chargée de leur transit, regroupement ou valorisation avant mise en dépôt,
- un site contaminé est un chantier du bâtiment et des travaux publics sur lequel une pollution, quelle qu'en soit la nature, a été identifiée,
- il y a présomption de contamination de déchets dès lors que ces déchets proviennent d'un site reconnu contaminé, ou dès lors que ces déchets ont été au contact de sources potentiellement polluantes (citernes d'hydrocarbures, activités passées en surface à caractère polluant..).

#### 8.3.1.2 document préalable:

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs).

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.

#### 8.3.1.3 Procédure d'acceptation préalable:

En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'**annexe II** et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en **annexe II** peuvent être admis.

#### 8.3.1.4 Contrôles d'admission:

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable prévue au paragraphe 8.3.1.3. Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m<sup>3</sup>. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. Le bordereau de suivi dont un modèle type est joint en **annexe III** peut utilement être utilisé à cet effet.

En cas de refus, l'inspection des installations classées est informée, sous la forme d'un récapitulatif mensuel adressé en début de mois, des caractéristiques du ou des lot(s) refusé(s) (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).

#### 8.3.1.5 Registre d'admission:

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- la référence du document préalable cité au point 8.3.1.2.;
- le moyen de transport utilisé et son immatriculation;
- la masse des déchets ;
- la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.

#### 8.3.2 Prévention des dégradations liées au remblaiement

Les installations de stockage des matériaux stériles issus de l'exploitation et considérés comme des terres non polluées, ainsi que celles de stockage des matériaux inertes en provenance de l'extérieur sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Le remblaiement de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les terres non polluées utilisées pour le remblaiement et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien éventuel des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. A cet effet, un sondage est réalisé tous les ans et au moins sur chacune des zones en cours de remblaiement. Les paramètres de l'annexe II sont recherchés. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre:

- mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée,
- communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée

Seules des terres végétales non polluées provenant de l'extérieur du site peuvent être acceptées pour améliorer la remise en état finale de la carrière. Dans ce cadre, toutes dispositions seront prises pour interdire l'implantation d'espèces végétales invasives.

#### 8.3.3: Plan topographique des zones de remblai:

L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

### 8.3.4 : Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.»

Le reste de l'arrêté susvisé du 24 avril 2009 est sans changement.

#### Article 2:

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la SAS GRANULATS VICAT.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Grenoble) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié,

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de LES HOUCHES pendant une durée minimum d'un mois et en permanence, de façon lisible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressée par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet (DDPP 74) et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, madame la directrice départementale de la protection des populations de Haute-Savoie (DDPP 74), madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), monsieur le maire de la commune de LES HOUCHES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

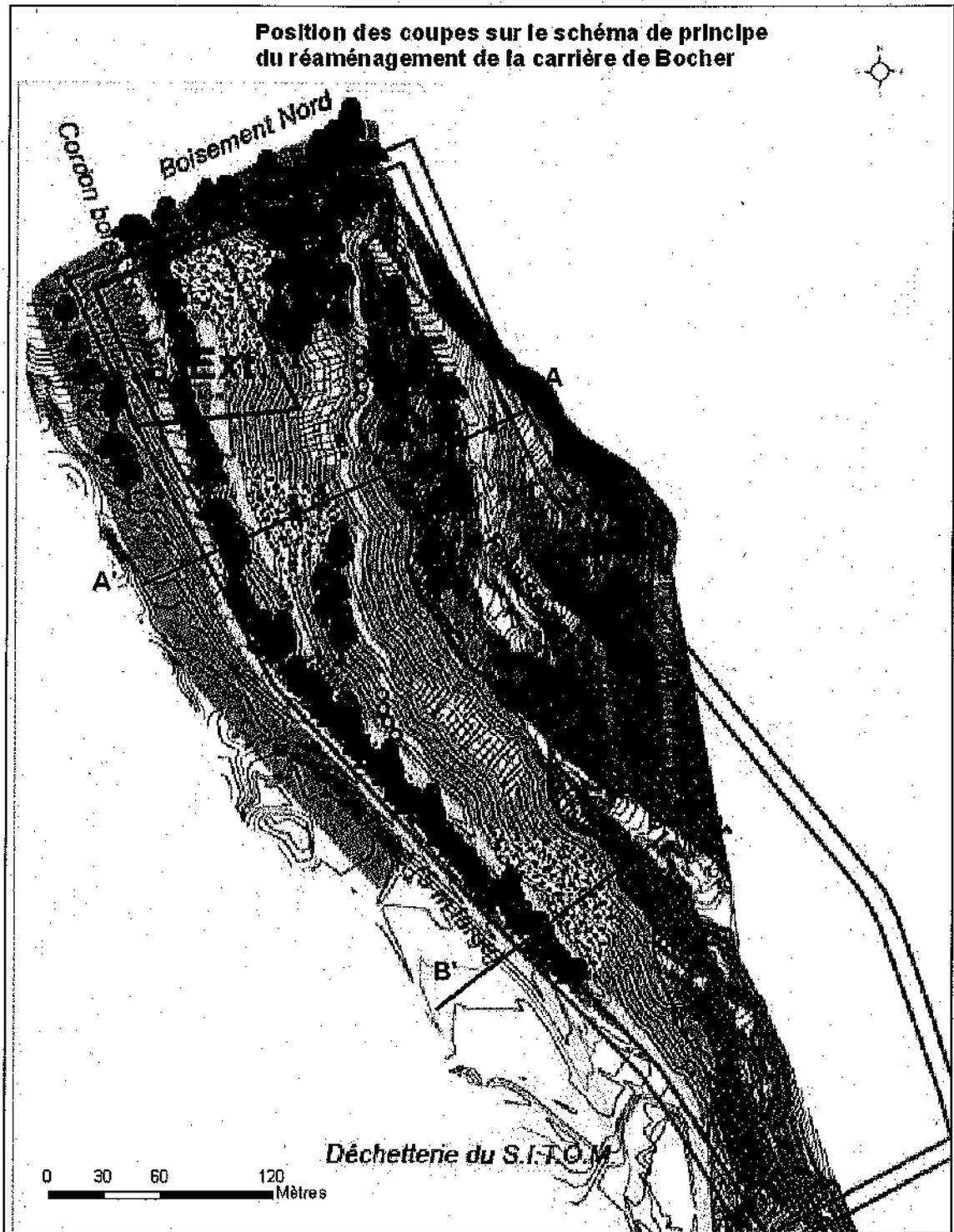
Signé Christophe NOEL DU PAYRAT

Pour ampliation,  
pour le préfet,  
la chef de service

Michèle ASSOUS



ANNEXE I à l'arrêté n° 2013242-0003 du 30 août 2013  
PLAN

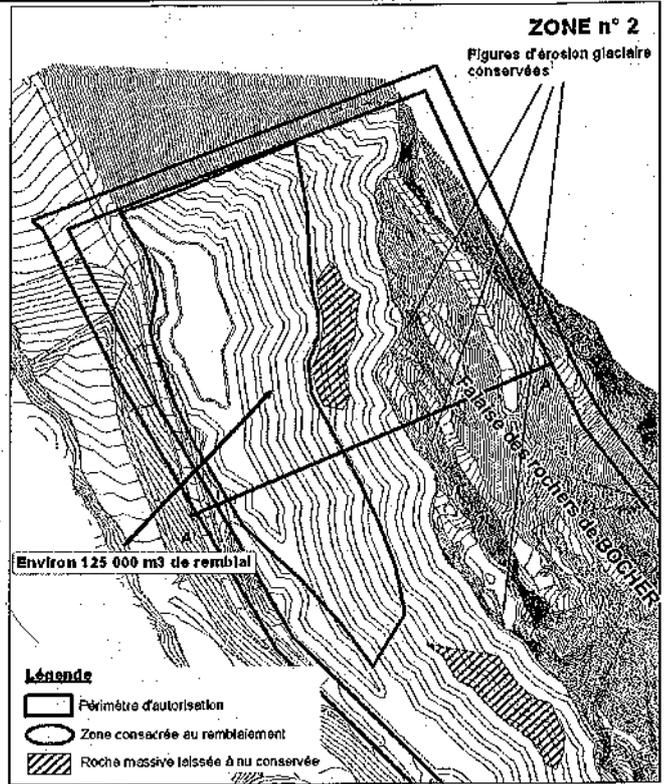
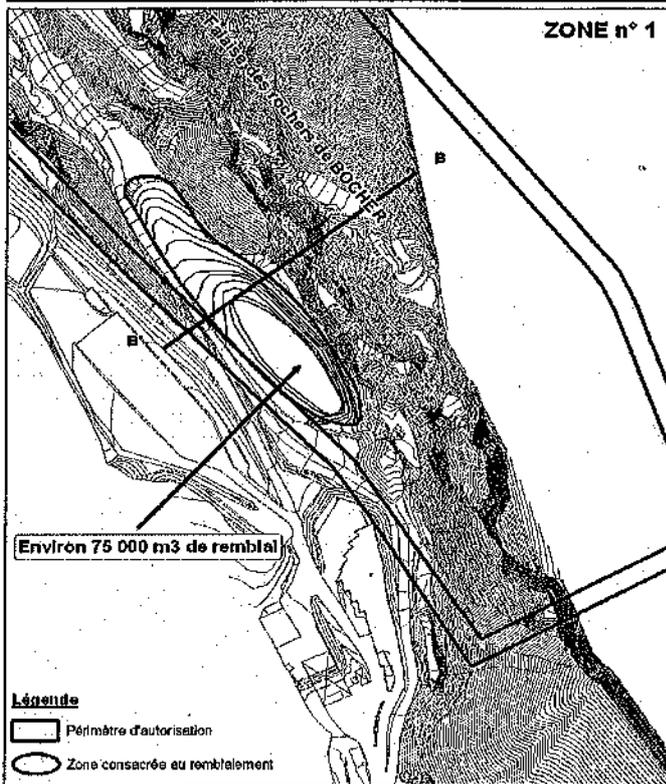




# PROJET DE REMBLAIEMENT DE LA CARRIERE DE BOCHER

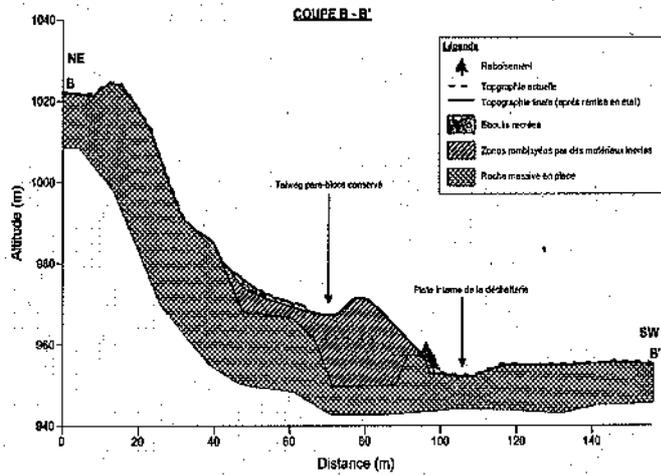
Commune des HOUCHES

0 12.5 25 50 Mètres



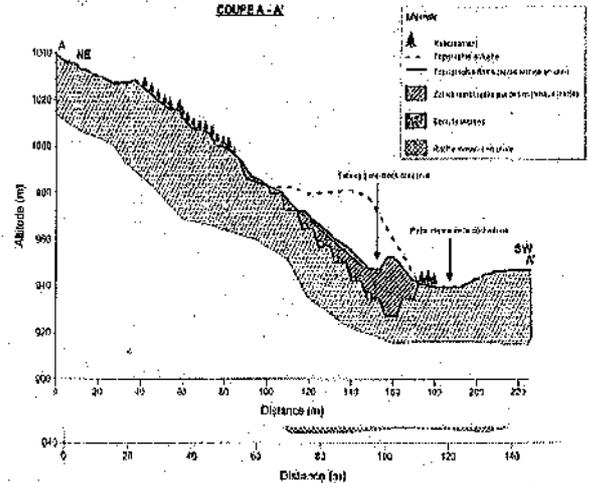
Commune de BOCHER

## Schéma de principe de modification de la remise en état



Commune de BOCHER

## Schéma de principe de modification de la remise en état



**CRITÈRES D'ADMISSION**

Le test de potentiel polluant est basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation et la mesure du contenu total. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2 décembre 2002.

Le test de lixiviation, quel que soit le choix de la méthode normalisée, comporte une seule lixiviation de 24 heures. L'éluat est analysé et le résultat est exprimé en fonction des modalités de calcul proposées dans les annexes des normes précitées.

**Seuils admissibles pour le test de lixiviation**

PARAMÈTRES	En mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorures	800
Fluorures	10
Sulfates	1000 (*)
Indice Phénols	1
COT sur éluat (**)	500
FS (fraction soluble)(***)	4000

(\*) Si le déchet ne respecte pas ces valeurs pour le sulfate, il peut encore être jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l de concentration à un ratio L/S=0,1 l/kg et 6000 mg/kg à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser un essai de percolation pour déterminer la valeur limite lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation en bâchée ou par un essai de percolation dans des conditions approchant l'équilibre local.

(\*\*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg.

(\*\*\*) Les valeurs correspondants à la fraction soluble peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour les sulfates et les chlorures.

**Paramètres organiques, seuils admissibles en contenu total**

PARAMÈTRES	En mg/kg de matière sèche
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C 10 à C 40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(\*\*) Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

**ANNEXE III à l'arrêté n° 2013242-0003 du 30 août 2013**

**MODELE TYPE DE BORDEREAU DE SUIVI**

Bordereau n° .....

**1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise):**

Dénomination du maître d'ouvrage :	Nom du chantier :
Adresse :	Lieu :
Tél : ..... fax : .....	Tél : ..... fax : .....
Responsable : .....	Responsable : .....

**2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):**

Raison sociale de l'entreprise :	Date :
Adresse :	Cachet et visa :
Tél : ..... fax : .....	
Responsable : .....	

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de tri	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2	<input type="checkbox"/> Valorisation matière		
	<input type="checkbox"/> Chaufferie bois	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3	<input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)		
Autre.....					
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	capacité	Taux de remplissage
.....	.....	...		...	1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>

**3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :**

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
.....	.....	Cachet et visa :
.....	.....	.....

**4. ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :**

Nom de l'éliminateur :	Adresse de destination (lieu de traitement)		Date :
.....	.....		Cachet et visa :
.....	U	Quantité reçue	
.....	..	.....	.....
Qualité du déchet: ....	<input type="checkbox"/> Bon	<input type="checkbox"/> Moyen	<input type="checkbox"/> Mauvais
	<input type="checkbox"/> Refus de la benne	à Motif.....	

Bordereau comprenant 4 exemplaires : *remplir un bordereau par conteneur*

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise et au maître d'ouvrage

